DISCOURS

DE

M. J. PICARD

Député de RICHMOND & WOLFE,

Prononcé à l'Assemblée Législative de Québec

Le 27 FEVRIER 1890

SUR LE BILL RELATIF A LA COUPE DU BOIS MARCHAND.

M. l'Orateur,

Je me lève pour protester contre la mesure dont on demande, en ce moment la deuxième lecture. De suite, j'informe le gouvernement que je mettrai dans un instant, entre les mains de M. le Président de cette Chambre, un protêt sous forme d'arrondissement. Ce protêt sera fait au nom des amis de la colonisation, et au nom des anciens et nouveaux colons en particulier, que le gouvernement du jour a déjà beaucoup fait souffrir, et qu'il semble vouloir encore maltraiter dans l'avenir par sa mauvaise loi des terres, en maintenant surtout la réserve des 30 mois. Si de ce côté-ci de la Chambre nous ne pouvons pas encore, cette fois-ci, obtenir justice pour le colon, nous aurons du moins la satisfaction de dire que nous avons fait notre devoir envers les défricheurs de la forêt, qui de leur côté, sauront bien reconnaître en temps et lieu, je l'espère, ceux qui sont en cette Chambre leurs véritables amis, et ceux qui ne le sont point.

M. l'Orateur, s'il y a quelque chose qui doive faire plaisir aux amis d'un parti politique quelconque, c'est bien lorsque les chefs de ce parti, une fois arrivés au pouvoir,

ont le courage de mettre fidèlement à exécution les promesses qu'ils faisaient au peuple lorsqu'ils étaient dans l'opposition.

A propos de cette loi des terres, le gouvernement, a-t-il oui ou non, rempli ses promesses, faites aux colons avant et aux élections de 1886 ? A-t-il montré en quoi que ce soit, qu'il a donné aux colons cette protection si longtemps promise et surtout cette sollicitude digne de l'héroïsme de ces vaillants défricheurs des bois. Au contraire, nous trouvons dans cette loi inique plusieurs paragraphes qui sont propres à entraver la colonisation, et à nuire considérablement aux véritables intérêts du colon.

Cette loi est si mauvaise que je suis certain que son fonctionnement a dû susciter et soulever à l'heure qu'il est, de grandes et grosses difficultés entre les colons et les marchands de bois, difficultés dont le règlement devra entraîner une dépense additionnelle très considérable pour le Département des Terres.

En face de toutes ces difficultés, le gouvernement peut-il se vanter et soutenir sérieusement qu'il a réussi, avec sa loi des terres à concilier les intérêts divers et du colon, du marchand de bois et du trésor public ?

Non, M. l'Orateur, le gouvernement ne peut pas se vanter de cela, au contraire, il doit s'apercevoir qu'il est bien coupable pour avoir fait passer une semblable loi, qui a déjà soulevé un mécontentement général dans toute la province. Et ce qu'il y a de plus drôle et de plus étonnant à voir dans tout cela, c'est que le gouvernement persiste à maintenir la réserve de 30 mois, malgré toutes les protestations faites tant en dehors, qu'en dedans de cette Chambre.

Autres temps, autres mœurs.

M. l'Orateur, la conduite de nos adversaires aujourd'hui, sur cette question des Terres de la Couronne est bien étrange, et leurs opinions sont complètement différentes de celles qu'ils avaient autrefois sur cette même question, lorsqu'ils étaient dans l'opposition.

En effet, quelle grossière mauvaise foi n'ont-ils pas montrée dans la discussion sur les h Hastings et dans la presse aussi bien que dans cette Chambre, l'année dernière, et pendant cette session.

NOTES DE LA COMMISSION

Tout le monde se rappelle encore, sans doute, que ces messieurs avant et aux élections de 1886, sur les hustings, comme dans la presse, dénonçaient avec un langage violent, l'ancienne loi des terres de la Couronne, en disant qu'elle était arbitraire, injuste et tyrannique pour le colon et qu'elle favorisait le marchand de bois au grand détriment de la colonisation.

Par leurs appels séditeux et trompeurs et par leurs criaileries mensongères, nos adversaires ne réussirent que trop malheureusement à faire croire à nos paisibles populations rurales, notamment celles de 15 à 20 comtés où il se fait encore de la colonisation, que les gouvernements conservateurs favorisaient les marchands de bois au détriment de la colonisation, inspirant par là aux colons des sentiments de défiance contre les chefs conservateurs.

Et ces sentiments de défiance étaient d'autant plus faciles à faire naître chez la plupart de nos braves colons qu'ils ont toujours vu d'un mauvais œil l'établissement de limites de bois dans leur voisinage.

Car la plupart d'entr'eux croyaient que c'était une grosse injustice à leur faire que de ne pas leur permettre d'aller partout sur le domaine public, et de couper et prendre du bois de commerce sur les terrains mis sous licence, de même que le licencier pouvait le faire, en payant eux-mêmes au gouvernement les mêmes droits de coupe que le porteur de la licence.

C'est en exploitant ces préjugés chez la plupart de nos colons, et par les moyens des plus condamnables, que nos adversaires réussirent à obtenir quelques succès, en surprenant par de belles promesses la bonne foi de ces braves colons et les trompant de la manière la plus honteuse par des accusations mensongères de toutes sortes portées contre les gouvernements conservateurs du temps.

Afin de donner la chance au public, et aux membres de cette Chambre d'être de plus en plus renseignés sur le mérite ou le démérite de la nouvelle loi, mise en comparaison avec l'ancienne, je vais de suite démontrer aussi brièvement que possible, que la nouvelle loi est de beaucoup plus mauvaise que ne l'était l'ancienne.

Comme cette question des terres, est sans contredit, une des questions les plus importantes pour l'avenir de notre

province, je me permettrai de faire appel au patriotisme de mes honorables collègues des deux côtés de la chambre, et leur demanderai de vouloir bien m'accorder leur indulgence, et de venir à mon aide pour demander au gouvernement de retrancher de sa loi, " la réserve des 30 mois."

Je demanderai à la presse en général, et en particulier, à celle qui est assez indépendante des faveurs du gouvernement pour faire et donner une appréciation judicieuse des mesures ministérielles, de bien vouloir m'assister en cette circonstance, pour faire connaître au public, au moyen de leurs journaux, ce qui pourrait leur paraître mauvais dans cette loi, et de dire franchement si cette loi des terres passée par le gouvernement actuel n'est pas plus mauvaise *in toto* que l'ancienne.

Il va sans dire que je ne compte point sur l'*Electeur*, pas même sur la *Justice*, pour la bonne raison que ces deux journaux sont trop grassement payés par le gouvernement pour toujours défendre les mauvaises mesures que ce dernier réussit à faire passer de temps à autres, par sa majorité docile.

Maintenant faisons

La comparaison des deux lois.

L'ancienne loi des terres de la Couronne et les ordres en conseil s'y rapportant avec la nouvelle loi de 1888, passée par le gouvernement libéral-national.

Avec la bonne volonté et l'indulgence que semble m'accorder la chambre en ce moment, je me fais fort de démontrer ici que l'ancienne loi des terres était de beaucoup préférable à la nouvelle.

Je vais commencer par faire voir ce qu'était l'ancienne loi, et je continuerai ensuite à faire connaître la nouvelle loi.

Ci-suivent des extraits des actes et des ordres en conseil ayant rapport aux parties de la loi qui concernent les colons et les marchands de bois.

Extrait de la formule de licence mentionnée dans l'ordre en conseil du 20 Novembre 1880.

Par cet ordre en conseil il est déclaré que la licence qui sera accordée à un marchand de bois, sera sujette, entre autres conditions, aux suivantes :

“ Que tous les lots accordés ou mis sous location par l'autorité du Commissaire des Terres de la Couronne, avant la date de la présente sont exemptés de cette licence, et les lots ainsi vendus ou mis sous location subséquent, cesseront d'y être sujets après le 30 avril suivant ; et dans chaque cas où la vente ou la location d'aucun des dits lots sera annulée, ces lots, seront alors insérés de nouveau dans cette licence.

“ Et que toutes personnes qui s'établiront d'après une autorité ou titre légal dans les limites de la location accordée par le présent, ne seront en aucune manière molestées dans leurs opérations de défrichement et de culture par le licencié, ou aucune autre personne agissant pour le licencié ou par sa permission.”

Par cet arrêté en conseil daté du 20 novembre 1880 que je viens de lire, on voit que tout lot de terre vendu à un colon par billet de location ou autrement dans le courant de l'année, est retiré et soustrait de la licence du marchand de bois le premier jour de mai qui suit la date de l'émission du billet de location, et ce colon se trouve delà roi et maître de tout le bois de commerce se trouvant sur son lot pourvu qu'il se conforme aux conditions d'établissement.

Ci-suit un extrait de la loi de réserve de bois de pin de 1882, faite au profit de la couronne.

Extrait de la loi de 1882 concernant la réserve de bois de Pin.

Paragraphe 2, Section 17a.

Cette section 17a se lit comme suit :

17a “ Il y aura à l'avenir une réserve de bois de pin sur les terres publiques acquises par la vente, concession, location, bail ou permis d'occupation.

“ Ce bois sera la propriété de la couronne, et la réserve en sera mentionnée dans les billets de location et dans les lettres patentes.

“ Nonobstant cette réserve, les concessionnaires porteurs
“ ou non de lettres patentes ou leurs ayant cause, pourront
“ cependant, couper et employer le bois de pin qui leur
“ sera nécessaire pour la construction de leurs bâtisses sur
“ ces terrains ; et en payant le même prix que les porteurs
“ de licence pour la coupe du bois, ils pourront disposer,
“ en outre, à leur gré de celui qu'ils abattront dans les
“ défrichements nécessaires pour l'obtention des lettres
“ patentes.

“ 17b. “ Après l'émission des lettres patentes, il sera
“ loisible au commissaire des terres de la couronne d'accor-
“ der aux concessionnaires de telles terres ou à leurs ayant
“ cause, un permis pour couper et employer pour les fins
“ du commerce, les arbres de pin mesurant pas moins de
“ douze pouces de diamètre à la souche, et faisant partie
“ de la dite réserve à la condition qu'ils paieront au dit
“ commissaire, les droits ordinaires imposés par les règle-
“ ments, aux porteurs de licences pour la coupe du bois, et
“ qu'ils se conformeront à telles autres conditions qu'il
“ plaira au lieutenant gouverneur en conseil de leur
“ imposer.”

17c. “ Des règlements non incompatibles avec les dispo-
“ sitions des sections précédentes 17a et 17c pourront être
“ faits de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en
“ conseil, pour tout ce qui a trait à la conservation ou
“ exploitation du pin ainsi réservé à la détermination des
“ cas où telle réserve n'aura pas lieu, aux conditions des
“ permis pour la coupe du pin réservé, et généralement
“ pour mieux assurer l'exécution du présent acte ”.

Ci-suit l'ordre en conseil, passé le 8 mars 1886, en
rapport avec la réserve de bois de pin plus haut citée.

Arrêté en Conseil au sujet de la Coupe des Bois de Pin

Chambre du Conseil Exécutif.

Québec, 8 mars 1886.

Présent :

SON HONNEUR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL.
No 76.

ATTENDU que depuis la mise en force de l'Acte 45 Vict.,
chap. 10, (27 mai 1882), le bois de pin sur les terres publi-

ques a été réservé sur tous les billets de location émis depuis cette date.

Que les sections 2 et 3 de l'acte donnent au porteur de billets de location, ou de lettres patentes, suivant le cas, le droit *préférentiel* de couper des arbres de pin sur son lot en payant le droit exigible en vertu d'une licence ordinaire pour le bois ; et

Qu'il est désirable de faire des règlements en conséquence et de définir les conditions auxquelles les tels arbres de pin peuvent être coupés : Il est

Ordonné, Que l'occupant d'un lot de terre sous billet de location aura, sur application au département des terres de la Couronne, la permission de couper les arbres de pin croissant sur cette partie de son lot, qu'il est en frais de défricher, dans le but de se conformer *bona fide* aux conditions de son achat en payant des droits simples, mais telle permission ne comprendra pas une étendue de terre plus grande que celle qu'il doit défricher et mettre en culture, afin d'obtenir des lettres patentes ; et sur tous les arbres de pin coupés par tout colon en dehors de ces limites, des droits doubles seront exigés.

Il devra, chaque année, adresser à l'agent des terres de la Couronne de la localité un état sous serment du nombre d'arbres coupés par lui en vertu de telle permission, ensemble avec leurs dimensions, et les droits sur la coupe du bois seront payés avant que les billots soient enlevés du lot.

Que lorsque les lettres patentes ont été émises pour un lot sur lequel le bois de pin a été réservé en vertu du dit acte, le propriétaire d'icelui devra avant de couper le dit bois, obtenir du commissaire des terres de la Couronne, une licence à cette fin, et devra durant chaque année que telle licence est en force, transmettre à l'agent des terres de la Couronne de la localité, un état sous serment du nombre d'arbres ainsi coupés par lui, ainsi que leurs dimensions, et les droits seront payés avant que les billots soient enlevés du lot."

(Signé)

JOS. A. DEFOY.

Greffier du Conseil Exécutif.

Par cette loi de la réserve de bois de pin de 1882, au profit de la Couronne, il est constaté que le colon a seul le droit préférentiel, ainsi que l'atteste clairement l'ordre en conseil qui s'y rapporte, de couper tous les arbres de bois de pin, et de les exploiter à son bon plaisir, soit pour son usage personnel, ou soit pour les fins du commerce, et de les vendre à qui bon lui semble, à la condition seulement de donner avis au gouvernement de son intention de faire tels bois de pin pour le commerce, et de payer au gouvernement les mêmes droits de coupe que paient les marchands de bois.

Ce droit de coupe équivalait à environ huit piastres par cent piastres de la valeur du bois que le colon avait fait sur son lot. De sorte que sur \$100 de bois qu'il avait ainsi fait, après avoir payé au gouvernement \$8 pour la coupe, il lui restera une balance de \$92.

La nouvelle loi de 1888.

Voyons maintenant ce qu'est la nouvelle loi pour le colon :

1. Ci-suit un extrait des clauses de la loi de 1888, passé par le gouvernement libéral - national en rapport avec les réserves de forêts et de la coupe du bois sur icelles. (voir Statuts refondus de la Province de Québec)

Art. 1339. " Une réserve de bois de 20 pour cent du lot " vendu doit être faite lors de l'octroi du billet de location " ou permis de location pour des terres publiques.

" Le Commissaire peut déterminer par son agent, " l'endroit où la réserve sera située.

Art. 1340. " Le lieutenant gouverneur en Conseil peut " faire tous les règlements non incompatibles avec le présent " paragraphe, pour la coupe du bois sur la réserve indiquée : " mais le propriétaire ou l'occupant du lot sur lequel elle " existe, reste lui et ses ayant cause, l'usufruitier perpétuel " de ce terrain, avec tous les droits qu'il peut avoir en " cette qualité.

Art. 1341. " Les mots " bois marchand," signifient le pin " blanc, le pin rouge, l'épinette, et le tamarac, le merisier, " le bouleau, et le frêne.

Art. 1342. " Tout le bois coupé pour les fins de défriche-
" ment, sur un lot vendu par billet de location et jusqu'à
" l'octroi de la patente, peut être vendu par l'acquéreur du
" dit lot, mais à la condition qu'il paie à la Couronne les
" coupes de bois, tel que fixé par les règlements du
" Département des Terres de la Couronne.

" Le produit de ces droits est imputé sur la balance due
" en capital et intérêt sur le prix du lot pour lequel ils ont
" été payés, jusqu'à concurrence de cette balance, et le
" surplus appartient à la couronne.

Art. 1443.

" La personne munie d'une licence a le droit en vertu
" d'icelle, de couper le bois marchand sur tout lot vendu
" pour les pins de colonisation et de culture qui est com-
" pris dans telle licence, durant 30 mois à dater du billet
" de location, excepté sur cette partie du lot, que le colon
" est occupé à défricher, tel que pourvu ci-haut et, en
" outre, sur une étendue de dix acres au choix du colon. "

Par cette loi de 1888, on voit qu'il y a :

1. Une réserve de bois de 20 pour cent de tout ce lot, faite
au profit de la couronne.

2. Une autre de 30 mois à compter de la date de l'émis-
sion du billet de location, faite au profit des marchands de
bois pour couper tous les bois marchands qui peuvent se
trouver sur le lot ainsi vendu au colon, à l'exception des
bois de commerce sur 10 acres réservés au choix du colon
et des bois qui se trouvent sur le terrain que le colon est
occupé à défricher. Ainsi par la nouvelle loi, le colon n'a droit
qu'à un dixième du bois sur son lot, en sus de celui qui
peut se trouver sur le terrain qu'il est occupé à défricher,
et que tous les bois de commerce sur les autres neuf
dixièmes du lot appartiennent aux marchands de bois pour
la réserve des 30 mois. Tandis que par l'ancienne loi les
colons étaient rois et maîtres de tous les mêmes bois qui
pouvaient se trouver sur leurs lots à compter du premier
de mai qui suivait la date de l'émission de leur billet de
location.

Chose assez étrange, ce sont ces mêmes hommes qui, en
parlant de la réserve de bois de pin de 1882, appelèrent cette
loi, une loi odieuse pour le colon. Pourtant il y a une
différence bien grande entre les deux lois.

Je vais tâcher de démontrer cette différence par l'exemple suivant :

Je commencerai avec le colon Jacques établi sur 100 acres, en vertu de

L'ancienne loi.

Sur ce lot se trouve les quantités et qualités de bois suivantes, dont j'établis les valeurs comme suit :

Pour bois de pin la valeur de.....	\$ 1,000
Pour bois d'épinette.....	500
Pour bois de toutes autres espèces.....	500
Total.....	<u>\$ 2,000</u>

D'après l'ancienne loi, JACQUES, n'aura à payer au gouvernement que les droits de coupe sur son bois de pin pendant les longues années qu'il devra prendre pour exploiter tout son bois. La coupe de bois payable ainsi au gouvernement se montera pour les \$1,000 de bois de pin à la somme de..... \$ 80

Comme les autres espèces de bois appartiennent au colon il n'aura pas de coupe de bois à payer. De sorte qu'il lui restera sur toutes les opérations de son bois de commerce qu'il fera pendant les 10 à 15 premières années de son défrichement une balance de.....\$ 1,920

Sous la nouvelle loi.

Je prendrai maintenant, le cas de GEORGES, établi, sous la nouvelle loi, sur un lot de 100 acres, sur lequel se trouvent les mêmes quantités et les mêmes espèces de bois, avec aussi les mêmes valeurs que dans le cas du colon JACQUES, savoir :

Pour bois de pin la valeur de.....	\$1,000
Pour bois d'épinette la valeur de.....	500
Pour bois de toutes autres espèces la valeur de.....	500
Total.....	<u>\$2,000</u>

D'après la nouvelle loi de 1888, passée par le gouvernement Mercier, GEORGES n'aura droit qu'à un dixième de la valeur de tous les bois pour les 10 acres qui lui sont réservés, et environ un cinquième pour le bois pris dans ses défrichements, ce qui lui donnera en tout pour les bois de commerce qui se trouvent sur son lot, les montants suivants, savoir :

1. Un dixième de la valeur de son lot pour les
10 acres de son choix.....\$200
2. Un cinquième pour le bois coupé dans ses
défrichements..... 100

En tout..... \$ 300

Cette balance de \$1,700 passe dans les mains du marchand de bois par la réserve des 30 mois, et il en partage le montant avec le gouvernement ; et le colon reste lui, avec ses \$300 seulement.

Ainsi, d'après la comparaison que je viens de faire, laquelle est basée sur les documents officiels, on a constaté que le colon JACQUES valait..... \$1,920 et que le colon GEORGE ne valait que..... 300

Faisant une différence de \$1,620 en faveur du colon JACQUES établi sous l'ancienne loi

M. l'Orateur, la différence, est si grande et si frappante, entre les deux colons, comme vous voyez, que je m'abstiendrai de faire aucuns commentaires, crainte d'être désagréable à mes honorables amis de l'autre côté.

Je les laisse en paix et je demande au public de considérer et méditer sérieusement sur les chiffres et les comparaisons ci-dessus donnés.

Toutefois pour donner plus de force à mes prétentions et pour prouver d'avantage que l'ancienne loi était moins mauvaise que la nouvelle. Je me permettrai de donner communication à la Chambre des extraits de deux journaux sympathiques au gouvernement actuel, la *Vérité* et l'*Etendard*.

L'*Etendard*, en parlant des deux lois, disait le 29 janvier dernier, par l'entremise de son correspondant à Québec, que par l'ancienne loi : " Le marchand de bois n'avait tout " au plus qu'une année pour enlever tous les bois mar- " chands sur le lot du colon, tandis que par la loi de 1888 " il lui est accordé 30 mois " concluant que la nouvelle loi donne au marchand de bois plus de temps pour enlever le bois que ne le faisait l'ancienne loi.

Et il ajoute : " Je crois sincèrement que l'ancien système " était moins mauvais que le nouveau." Et en parlant des prétendus droits acquis, il disait : " Mais il ne faut " prendre pour de véritables droits acquis, de simples " exigences, des prétentions exorbitants des marchands de " bois." " Quoi qu'il en soit, ajoute-il, le désir général c'est " que cette réserve des 30 mois, soit abolie le plutôt possible " et que tout lot vendu au colon de bonne foi, soit immé- " diatement et entièrement soustrait du contrôle du mar- " chand de bois."

La *Vérité* du 1er février 1890, disait :

" Le gouvernement prétend qu'il a sérieusement amélioré " la position du défricheur, nous lui donnons crédit de ses " bonnes intentions, mais franchement nous ne voyons pas " comment il a brisé les chaînes du colon, dans lesquelles " il se trouvait par les réserves de 1883 à 1884. Car, par " cette même loi de 1888 le gouvernement a créé la réserve " forestière de 20 arpents en faveur de la Couronne, et la " réserve des 30 mois en faveur des marchands de bois. Ce " sont là des entraves qu'il faudrait enlever."

Je terminerai par une requête venant du révérend M. Ed. Brunelle, prêtre, et curé de St-Valère de Bulstrode signée par lui et de 150 colons des Townships de Bulstrode et de Stanfold se plaignent des rigueurs de la loi nouvelle envers les colons et demandant le rappel de la réserve des 30 mois.

La chambre et le public verront j'espère que la loyale opposition de Sa Majesté en cette chambre n'est point la seule qui se plaint de la nouvelle loi des Terres.

Voici cette requête :

A SON HONNEUR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC EN CONSEIL.

L'Humble Requête des soussignés colons des Cantons de
Bulstrode et de Stanfold.

Expose respectueusement à votre Honneur :

Que par le dernier paragraphe de la section et du chapitre 15 des statuts de Québec 51-52 Victoria, il est statué ; que le licencié pour coupe de bois sur les terrains de la Couronne aura le droit de couper le bois marchand pendant trente mois après la date de l'émanation du billet de location.

Que cette loi est bien dommageable à vos requérants et à tous les colons qui désirent s'établir sur les terrains du Gouvernement, car du moment que les commerçants de bois sont informés que les droits de terre compris dans leurs licences ont été vendus ils s'empressent de faire couper tout le bois sur ses lots, et ayant 30 mois devant eux, ils ont amplement le temps de piller des terrains vendus, et lorsque les trente mois sont expirés, les pauvres colons qui ont acheté ce terrain pour s'y établir, et y établir leurs enfants, afin de les empêcher d'émigrer aux Etats-Unis n'ont pas même le bois pour se bâtir sur les terrains et leur aider à payer le prix du fonds au Gouvernement et sont obligés de les abandonner.

Que les licenciés dans le but de couper tout le bois sur les terrains vendus, dans le long délai qu'il leur est accordé vont trouver les occupants de ces terrains, et leur déclarent qu'ils vont faire piller leurs terres d'un bout à l'autre, et si les pauvres colons pour gagner leur vie et empêcher leurs enfants de mourir de faim, veulent faire leur bois eux-mêmes, les licenciés les forcent à signer un marché par lequel ils s'obligent à payer six piastres pour chaque cents billots qu'ils laisseront debout sur leur terre, afin de s'assurer qu'il ne restera pas un arbre debout.

Que cet état de chose nuit beaucoup à la colonisation et décourage un grand nombre de jeunes gens qui désirent s'établir sur les terrains du Gouvernement et les force à s'expatrier.

C'est pourquoi vos requérants concluent humblement à ce qu'il plaise à votre Honneur en Conseil de rappeler cette

loi et de statuer, qu'à l'avenir, du moment qu'un terrain du Gouvernement sous licence, sera vendu par billet de location, la licence accordée pour coupe de bois sur ce terrain ne pourra plus être renouvelée et le dit terrain devra être retranché de la licence.

Vos requérants ne cesseront de prier et vous ferez justice.

Daté ce 4 janvier 1890.

(Signé)	ED BRUNEL, Ptre curé de St-Valère de Bulstrode,
"	ONÉSIME LUPIEN, maire,
"	COLBERT HOULE,
"	STANISLAS BEAUCHÊNE,
"	OLIVIER ST-CYR,
"	GEO. D. LACHAÎNE et 150 autres.

Parlons maintenant

Des Réserves Forestières et des Ordres en Conseil qui les établissent

Nos adversaires ont fait beaucoup de tapage aux élections de 1886, et depuis, à propos de ces réserves forestières, faites dans certains territoires de notre domaine public reconnus riches en bois de commerce, et généralement impropres à la colonisation et à la culture.

L'idée d'établir ces réserves forestières dont il est parlé dans le Statut de 1883, n'était point nouvelle dans le temps, puisqu'on la trouve consignée dans un Statut passé en 1869, voir 32 Vict. chap. 11.

Acte concernant la vente et l'administration des terres publiques.

Le paragraphe 3 de la section 10, du dit acte se lit comme suit :

" Le lieutenant gouverneur en conseil, pourra de temps
" en temps, soustraire de la vente, et mettre en réserve
" comme terre à bois, toutes portions de terres publiques
" qui d'après l'exploitation et l'inspection qui en auront
" été faites par un officier ou agent spécialement chargé

“ de ce devoir, seront déclarées riches en bois, mais en
“ général, impropres à la colonisation, soit qu’elles renfer-
“ ment des townships entiers ou partie de townships ou
“ des circuits de terres non arpentées.”

L’on constate par cette loi des terres de 1869 que l’idée de créer des réserves forestières n’était point de protéger les commerçants de bois, comme on l’a si malicieusement insinué en cette Chambre et ailleurs, mais bien pour protéger au profit du trésor public les parties de notre domaine public riches en bois de commerce et impropres à l’agriculture.

Ainsi, d’après l’opinion des hommes publics de 1869, il était raisonnable de croire qu’au moyen de réserves forestières et de règlements sagement appliqués, l’on pouvait assurer pour de longues années la protection et la conservation des parties de notre Domaine public impropres à l’agriculture, mais riches en bois, et faciliter ou permettre en même temps aux marchands de bois de pouvoir faire une exploitation plus judicieuse de nos ressources forestières, tout en tenant compte des besoins de la colonisation en général et du colon en particulier. C’est probablement ces raisons qui engagèrent la législature à passer en 1883 la loi suivante :

Acte pour amender de nouveau le Chapitre 23 des Statuts refondus du Canada concernant la vente et l’administration des bois croissant sur les terres publiques.

[Sanctionné le 30 mars, 1883.]

SA MAJESTÉ par et de l’avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le statut de cette Province, 39 Victoria, chapitre 11 est amendé en ajoutant à la fin de ce Statut, les sections suivantes, qui seront considérées et interprétées comme formant partie d’icelui.

Sec. 5. Aussitôt que les renseignements nécessaires pourront être pris après la mise en force du présent Acte, le Lieutenant Gouverneur en Conseil pourra mettre de côté comme terres à bois, toutes les terres non concédées de la Couronne actuellement sous licence pour la coupe du bois, excepté les parties de ces terres sous licences sur lesquelles il ne

pousse pas des bois marchand, de pin ou d'épinette, et qui sont susceptibles de défrichement, et aussi telles autres parties des terres non concédées de la Couronne que le Lieutenant Gouverneur en Conseil, sur la réclamation du Commissaire des terres de la Couronne, pourra payer à propos de mettre à part, et aussitôt que l'ordre en conseil ou les ordres en Conseil mettant à part ces terres à bois, auront été publiés dans la *Gazette Officielle* de Québec, et à compter de la date de cette publication, aucun terrain compris dans le territoire, ainsi mis à part, ne sera vendu ou approprié pour les fins du défrichement, jusqu'à l'expiration d'au moins dix ans et alors tant qu'il ne sera pas établi à la satisfaction du Lieutenant Gouverneur en Conseil, qu'une partie ou que la totalité de ce territoire peut être livrée avec avantage au défrichement.

L'ordre ou les ordres en conseil livrant ce territoire au défrichement seront pareillement publiés dans la *Gazette Officielle* de Québec.

Le terrain mis à part sera connu et désigné sous le nom de "réserve de forêt."

Sec. 6. Dans les renouvellements de licence qui se font après la publication d'un ordre en Conseil créant une réserve de forêt, le commissaire des terres de la Couronne devra exclure tout le terrain jusqu'à cette date sous licence dans la localité et qui ne sera pas compris dans la réserve.

2. Chaque fois qu'un tel terrain cessera de former partie d'une réserve de forêt, et dans le but d'assurer aux colons qui pourront dans la suite couper ce terrain, le bois dont ils pourront avoir besoin pour remplir leurs conditions d'établissement, la section deux, du dit chapitre 23 des Statuts Refondus, du Canada amendée en ajoutant à la suite du mots : "arbres," dans la neuvième ligne, les mots : "de rouge et blanc, d'épinette, de tamarac, de merisier, de *chêne*, de *noyer*, de *cèdre*, de *noyer tendre*, et de bois blanc.

3. Après la mise en force du présent acte, toute licence accordée pour la coupe d'une espèce de bois quelconque en vertu des dispositions du chapitre 23 des Statuts refondus du Canada et les lois qui l'amendent, contiendra une description spéciale des arbres, du bois de construction

et du bois de sciage qu'il sera permis de couper en vertu de cette licence, et ces arbres, ce bois de sciage et ce bois de construction devront être pris dans les essences mentionnées à la section précédente et dans aucune autre.

4. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction.

Afin de donner effet à la présente législation le gouvernement d'alors crut bon de passer les ordres en conseil de 1883 et 1884.

Ces ordres en conseil de 1883-84 quoique n'ayant peut-être pas été appliqués aussi judicieusement qu'ils auraient pu l'être, attestent cependant que le gouvernement du temps a tenu compte des besoins de la colonisation, puisque dans les dits ordres en conseil, il est déclaré qu'au delà de soixante cantons ou parties de cantons pourront être exclus de la réserve forestière créée dans la région de l'Ottawa pour tous les lots qui seront reconnus être propres pour les fins de colonisation :

Il y a mêmes exceptions pour tous les lots trouvés propres à la colonisation dans 20 à 25 cantons ou parties de cantons dans la réserve forestière du territoire du Saint-Maurice.

De plus mêmes exceptions pour tous les lots convenables à l'agriculture qui se trouvent dans la réserve des cantons de l'Est, comprenant les comtés de Compton, Wolfe, Arthabaska, Mégantic, Brome et Dorchester.

Ci-suivent les ordres en conseil de 1883-84 établissant les dites réserves forestières.

COPIE d'un rapport d'un comité de l'honorable conseil exécutif daté le 23 août, 1883, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 10 septembre 1883.

SUR LES AFFAIRES DE TERRES

Sur l'opportunité de mettre de côté, comme réserves des forêts, certaines parties du territoire compris dans les agences du Haut et du Bas Ottawa, conformément aux dispositions de l'acte 46 Vict., chap. 9.

L'honorable commissaire des terres de la couronne, dans un rapport en date du vingt-troisième jour d'août courant (1883), expose :

Que d'après les documents de record dans son département, concernant l'inspection qui a été faite récemment dans les agences du Haut et du Bas Ottawa, par des officiers forestiers compétents et autres, il est à propos que les dispositions de l'acte 46 Vict., chap. 9, soient maintenant appliquées au territoire compris dans les agences du Haut et du Bas Ottawa devant être connu à l'avenir comme réserve de forêt, et décrit comme suit :

La dite réserve de forêt, comprendra les terres vacantes arpentées et non arpentées, c'est-à-dire : bornée au nord par la hauteur des terres séparant les eaux de la rivière Ottawa et ses tributaires de celles qui se déchargent dans la Baie d'Hudson, à l'ouest par la ligne frontière qui divise la province de Québec de celle d'Ontario et par la ligne du côté est du lac Témiscamingue et de la rivière Ottawa, y compris les îles qui y sont situées appartenant à cette province, à un point vis-à-vis la rivière Matawin au sud et au sud-Ottawa, jusqu'à l'intersection de la ligne divisant les cantons de Esher et Sheen, de là par la ligne nord du 7ième rang des cantons de Sheen et Chichester, par la ligne nord des cantons de Waltham, Mansfield, Litchfield, Thorne, Onslow, Masham, Wakefield, augmentation de Templeton, Buckingham, Lochaber, Ripon et celle de la seigneurie de la Petite Nation ; à l'est par la ligne qui divise les comtés d'Ottawa et Argenteuil, jusqu'à l'angle nord le plus rapproché du canton de Salisbury ; par la ligne sud de Grandison, par les lignes ouest et nord du canton de Wolfe et par le prolongement de la ligne en dernier lieu nommée à l'angle ouest le plus rapproché du canton de Doncaster, par les limites nord-ouest des Cantons de Doncaster, Chertsey, Cathcart, Joliette et Brandon ; au nord-ouest par la ligne qui divise les comtés de Maskinongé et Berthier jusqu'à la hauteur des terres qui sépare les eaux des Rivières l'Assomption et Maskinongé de celles du Saint-Maurice ; et enfin par la hauteur des terres qui sépare les eaux de Saint-Maurice de celles de l'Ottawa, prolongée jusqu'à un point où elle rencontrera la ligne frontière nord de cette province ;

Sauf et excepté tous les lots situés dans les cantons suivants, qui peuvent être trouvés à l'avenir (d'après

inspection faite par des personnes compétentes et autorisées) propres pour l'établissement et dépourvus de bois marchands, c'est-à-dire, dans les cantons de Guigues, Duhamel, partie de Sheen et Chichester, Bryson, Pontefract, Huddersfield, Leslie, Clapham, Aldfield, Cawood, Alleyn, Dorion, Church, Low, Aylwin, Wright, Bouchette, Egan, Lytton, Sicotte Aumond, Kensington, Cameron, Northfield, Hincks, Portland-Est et Ouest, Derry, Mulgrave, Dunham, Bowman, Bigelow, Blake, Wabassee, Boutillier, Kiamika, Dudley, McGill, Wells, Villeneuve, Lathbury, Hartwell, Suffolk, Ponsonky, Preston, Addington, Amherst, Clyde, Labelle, La Minerve, Joly, Loranger, Marchand, Grandison, Archambeault, Lussier, Chilton, Cartier, Courcelle et Brassard.

Certifié,

JOS. A. DEFOY,
Greffier du Conseil exécutif.

COPIE d'un rapport d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 10 janvier, 1884, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 10 janvier, 1884.

No 7.

Le comité a eu sous considération le rapport ci-annexé de l'honorable commissaire des terres de la Couronne, en date du 9 janvier courant, 1884, concernant l'opportunité de mettre à part, comme réserve forestière, certaines parties du territoire compris dans l'agence du Saint-Maurice, conformément aux dispositions de l'acte 46 Vic., ch. 9, et se soumet à l'approbation du lieutenant-gouverneur.

Sur l'opportunité de mettre à part, comme réserve forestière, certaines parties du territoire compris dans l'agence du Saint-Maurice, conformément aux dispositions de l'acte 46 Vict., ch. 9.

Le soussigné, commissaire des terres de la Couronne, a l'honneur de soumettre que, conformément aux rapports d'inspections faites dans l'agence du Saint-Maurice, par des agents forestiers compétents, il devient expédient de mettre à effet les dispositions de l'acte 46 Vict., ch. 9, en ce qui

regarde ce territoire, lequel sera à l'avenir reconnu comme réserve forestière, ainsi que ci-dessous décrit :

Premièrement.—Tout le territoire borné au nord-ouest, par la ligne de faite divisant les eaux tributaires du Saint-Laurent de celles de la baie d'Hudson au nord ; au nord-est et à l'est par la ligne divisant le bassin du Saint-Maurice et de la rivière Batiscan, de celui du lac Saint-Jean, jusqu'à la rencontre de l'angle nord du canton Tonti, et en prolongation par la limite nord-est du dit canton, et de la réserve des sauvages ; au sud-est par la ligne sud-est de la dite réserve prolongée jusqu'à la ligne sud-ouest du canton de Roemont, par l'arrière ligne de la seigneurie de Perthuis, par la limite nord-ouest de la partie arpentée du canton Chavigny, par la ligne sud-est du canton Lejeune, par une ligne droite faisant un angle droit avec la ligne limitative nord-est de la seigneurie de Batiscan et menée depuis le point d'intersection de la rivière des Envies avec la dite ligne limitative jusqu'au canton Radnor, par la ligne limitative sud-est de Radnor par une ligne droite courant sud-ouest, menée depuis l'endroit où la rivière des Petites Piles rencontre la limite sud-ouest de Radnor, traversant la seigneurie du cap de la Magdeleine, Shawenegan et Caxton, et s'arrêtant à la ligne de division des comtés de Saint-Maurice et Maskinongé, enfin par les arrières lignes des cantons de Colonne et Peterborough et Brassard ; à l'ouest par la ligne divisant le bassin du Saint-Maurice de celui de l'Ottawa depuis la limite sud-ouest du canton Provost jusqu'au territoire de la baie d'Hudson.

Les vingt-cinq premiers lots de chacun des rangs 1, 2, 3 et 4 du canton Bois, lesquels se trouvent enclavés dans les limites ci-dessus décrites, ne doivent pas cependant être compris dans la dite réserve forestière ils forment partie du territoire réservé pour la colonisation.

Deuxièmement.—Les terrains comprenant la partie non arpentée du canton Montauban, les rangs A, B, C, et D du même canton, et les rangs 4, 5, 6, 7, A, B, C, D, E, F, G, et H, du canton Alton.

Sauf et excepté tous les lots situés dans les cantons suivants qui peuvent être trouvés à l'avenir (d'après inspection faite par des personnes compétentes et autorisées) propres aux établissements agricoles et dépourvus de bois

de commerce, c'est-à-dire Tonti et Rocmont, Colbert, Bois, Montauban, Alton, Chavigny, Lejeune, Mékinac, Radnor, Shawenegan, Caxton, Belleau, Chapleau et De Maisonneuve et les seigneuries de Batiscan et du Cap de la Magdeleine.

Le tout humblement soumis,

[Signé]

W. W. LYNCH,
Commissaire.

Département des terres de la Couronne,
Québec, 9 Janvier 1884.

Vraie copie,

[Signé] Jos. A. DEFOY,
Greffier du Conseil exécutif.

COPIE d'un rapport d'un comité de l'honorable conseil exécutif, daté le 10 janvier 1884, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 10 janvier 1884.

No. 6.

Sur l'opportunité de mettre à part comme réserve forestière, tout le territoire actuellement sous licence pour la coupe du bois, compris dans les comtés de Compton, Beauce, Wolfe, Arthabaska, Mégantic et Dorchester.

L'honorable commissaire des terres de la couronne, dans un rapport en date du neuf janvier courant (1884), recommande que conformément aux dispositions de l'acte 46 Vict., chap. 9, tout le territoire actuellement sous licence pour la coupe du bois et compris dans les comtés de Compton, Beauce, Dorchester, Wolfe Arthabaska et Mégantic, soit reconnu à l'avenir comme réserve forestière, sauf et excepté tous les lots situés dans les cantons compris dans les dits comtés qui peuvent être trouvés à l'avenir (d'après inspection faite par des personnes compétentes et autorisées) propres à l'établissement et dépourvus de bois marchand.

Certifié,

JOS. A. DEFOY,
Greffier du Conseil Exécutif.

Toutes ces exceptions, M. l'Orateur, ne prouvent-elles pas que les gouvernements conservateurs, tout en voulant protéger le trésor public au moyen d'une exploitation plus judicieuse de nos ressources forestières, ont montré un désir sincère et une intention de servir les besoins de la colonisation, même sur les territoires mis sur licence en autant qu'il était pratiquement possible de le faire.

De plus, je dirai que, généralement parlant, il n'y a pas eu de plaintes graves de faites au département des terres ni dans le public à l'occasion de ces réserves forestières, si ce n'est dans la partie régionale de l'Ottawa, où se trouvent les terrains les mieux boisés en bois de commerce notamment le bois de pin.

Et s'il y a eu quelques petites difficultés dans cette partie de la province il ne faut pas trop s'en étonner. Car à cause de la richesse des terrains bien boisés en bois de commerce de toutes sortes, les spéculateurs de tous calibres depuis l'humble colon jusqu'à l'homme de commerce, de la finance et même des professions libérales, se jetèrent à toute vapeur sur cette partie de la Province qui offre, sans contredit, un champ beaucoup plus vaste à la spéculation que partout ailleurs tant au point de vue de la richesse du sol qu'au point de vue de la richesse forestière et minière même.

C'est ce qui explique pourquoi et comment proviennent toutes ces difficultés entre colons et marchands de bois, d'une part, ou encore entre colon quelque fois spéculateurs entre eux ; et quelque fois aussi entre membres de société de colonisation et autres ; enfin on trouve de ces gens spéculateurs dans tous les degrés de l'échelle sociale depuis le bas jusqu'en haut.

C'est en fin de compte une vraie course sur les terrains reconnus ou supposés être riches en ressources forestières et minières.

Il va sans dire que dans toutes ces courses et au milieu de toutes ces difficultés on retrouve et rencontre les colons du canton d'Egan, ainsi que le révérend Père Paradis en tête.

Scène regrettable et inconsidérée s'il en fut une, et dont les souvenirs sont bien tristes à cause des scandales honteux auxquels ce drame a donné lieu, drame dont le dénouement nous réserve, peut-être encore, des surprises.

Parlons maintenant

Des prétendus droits acquis des marchands de bois et des \$200,000 de revenu extra pour le Trésor Public, en rapport avec la réserve des 30 mois.

M. l'Orateur, je ne vois pas comment le gouvernement et ses amis peuvent sérieusement prétendre qu'il y avait des droits acquis en faveur des marchands de bois résultant de l'abolition des réserves forestières de 1883 à 1884, lorsque toutes les limites à bois avaient été vendues et obtenues bien longtemps avant l'établissement des dites réserves, et sans qu'il y eut eu non plus d'augmentation pour la rente foncière depuis l'établissement de ces réserves à venir à l'avènement au pouvoir des hommes d'aujourd'hui

Si je ne me trompe point je pense qu'il n'y a eu qu'une seule petite limite à bois de vendue depuis 1883 à 1886.

Ainsi les prétendus droits acquis des commerçants de bois, que le gouvernement réclame pour eux, ne sont point sérieux pour la bonne raison qu'il n'en existait aucun jusqu'à 1886.

Je suis d'opinion que les droits acquis dont on parle ne sont rien autre chose qu'un engagement intervenu entre le gouvernement et les marchands de bois, par lequel le gouvernement s'est obligé de leur accorder la réserve des 30 mois pour enlever tous les bois marchands sur les lots des colons, et cela bien entendu pour de bonnes et valables considérations, c'est-à-dire en considération de plusieurs milliers de piastres qui ont dû être laissées entre les mains du gouvernement et ses amis pour les élections de 1886 et celles qui ont eu lieu depuis.

Quelles criminelles et condamnables transactions !!! vendre les intérêts les plus chers du colon pour de l'or et de l'argent et l'employer ensuite pour corrompre les électeurs, ainsi qu'on l'a fait aux élections partielles d'Ottawa, Laprairie, Chambly, Joliette, Berthier et Rimouski !

C'est bien déplorable pour la province de Québec d'être gouvernée par de tels hommes !

Les \$200,000 de revenu extra

QUE LE GOUVERNEMENT RETIRE AU MOYEN DE LA RÉSERVE
DES TRENTE MOIS.

Une autre prétention émise par l'Honorable Secrétaire Provincial, l'autre jour lors de la discussion de l'amendement de l'Honorable député de Gaspé demandant à retrancher la réserve des 30 mois.

C'est que, dit-il, en consentant à retrancher cette réserve des 30 mois le gouvernement perdrait \$200,000 de revenu annuels.

Cet aveu, venant de la part d'un honorable ministre, doit être accepté comme étant exact, autrement il faudrait lui attribuer de mauvais motifs.

Ainsi donc en acceptant comme vraie la déclaration de l'Honorable Secrétaire Provincial il faut conclure que la réserve des 30 mois fait perdre aux colons la somme de \$200,000.

Ce fait est patent et important à noter ici. Car ces \$200,000 en question venant de la provenance du bois de commerce, coupés et faits sur les lots des colons, que le gouvernement leur a ôtés pour les donner aux marchands de bois pour la réserve des 30 mois, doivent nécessairement être considérées avoir été prises dans la poche du colon.

C'est donc ce qui constitue pour les colons une perte sèche de \$200,000.

Et chose vraiment étrange et étonnante, c'est que pour justifier ce vol, le gouvernement voudrait essayer à nous faire croire qu'il doit cela au marchands de bois pour les indemniser de la perte de droits acquis ; il faudrait plutôt dire pour les indemniser d'avoir fourni de l'argent pour les élections.

Avant de clore ce chapitre, je dirai au gouvernement ceci : si vous devez des indemnités aux marchands de bois pour quelque considération que ce soit, acquittez les à même le Trésor Public, mais de grâce ne les réglez pas à même les bois de commerce du colon, comme vous le faites au moyen de la réserve des 30 mois. Ce mode d'indemnité est scandaleux aux yeux du public, et il est odieux pour

les colons. C'est une véritable spoliation exercée contre les colons.

C'est bien l'occasion de dire : paie Baptiste !! paie pauvre colon !!

Je termine ce paragraphe, M. l'Orateur en disant au gouvernement qu'il eut fallu beaucoup mieux laisser la loi telle qu'elle était, plutôt que de l'avoir changée et remplacée par une loi nouvelle qui permet de persécuter et d'écraser le colon.

En Résumé

Je dirai, M. l'Orateur, que je pense avoir prouvé à la satisfaction de tout le monde que l'ancienne loi, tout en conciliant les intérêts du Trésor public et du marchand de bois protégeait beaucoup plus le colon que ne le fait la nouvelle loi de 1888-1889, même avec les amendements que l'on propose d'y faire par le Bill maintenant devant cette Chambre.

1. J'ai démontré par des documents officiels que le colon porteur d'un billet de location sur l'ancienne loi, était roi et maître de tous les bois de commerce qui se trouvaient sur son lot à compter du premier jour de mai qui suivait la date de son billet de location.

Qu'il pouvait exploiter à son bon plaisir tous les bois de commerce, les vendre à toutes personnes qu'il lui plaisait, et pour les prix qu'il trouvait les plus avantageux, sans être gêné ou troublé par personne, et cela à la condition seulement de se conformer aux règlements et conditions d'établissement et de plus de payer au gouvernement un droit de coupe pour les bois de pin qu'il coupera sur sa terre. Ce droit de coupe équivalait à environ huit piastres par chaque cent piastres de bois qu'il fera pour le commerce seulement sur le bois de pin.

2. J'ai aussi démontré et constaté, ce qui est admis d'ailleurs par tout le monde, que la nouvelle loi est superlativement mauvaise à cause des 30 mois accordés aux marchands de bois, et de la réserve de 20 arpents faite au profit de la Couronne.

Par ces deux réserves le gouvernement et les marchands de bois ont seuls le droit de prendre et enlever tous les bois marchands sur le lot du colon à l'exception du bois sur les 10 acres qu'il a le droit de choisir, et celui qui se trouve sur la partie du lot que le colon est occupé à défricher.

3. J'ai également fait voir que la nouvelle loi avait suscité et enlevé un mécontentement général dans toute la province, et que tout le monde demandait le rappel de la réserve des 30 mois.

4. J'ai de plus démontré, M. l'Orateur, que l'idée de la loi de 1883 permettant l'établissement de réserves forestières n'était pas nouvelle, puisqu'elle se trouve consignée dans le statut de 1869.

5. J'ai aussi fait voir que les réserves forestières faites judicieusement dans les territoires ou parties de territoires impropres à l'agriculture sont indispensables au point de vue du revenu public, pour la raison qu'avec les réserves forestières l'on pourra plus facilement protéger et conserver plus longtemps les ressources forestières de notre province, sans compter que les marchands de bois seront en position d'en faire une exploitation plus judicieuse et plus profitable pour le trésor public, qu'ils ne peuvent le faire maintenant, étant en conflit continu avec les colons où ces derniers en sortent généralement tout meurtris depuis la nouvelle loi surtout.

6. J'ai de même établi que les ordres en conseil de 1883 et 1884, établissant des réserves forestières dans les régions de l'Ottawa du St-Maurice et des Cantons de l'Est n'avaient pas été faits en vue de protéger les marchands, comme on l'a si malicieusement insinué en cette Chambre et ailleurs, mais bien pour protéger le trésor public pour les raisons que j'ai données plus haut, et cela sans oublier la cause de la colonisation, parceque dans un ordre en conseil, il s'y trouve deux *proviso* par lequel le gouvernement se réserve le droit de faire sortir des dites réserves forestières.

1. Dans la réserve de la région d'Ottawa, environs 60 cantons ou parties de cantons qui seront trouvés propres à l'agriculture ;

2. De la région du St-Maurice de 20 à 25 cantons ou parties de cantons reconnus être propres à la colonisation ;

3. De la réserve des Cantons de l'Est, comprenant les comtés de Compton, Wolfe, Arthabaska, Mégantic, Beauce, et Dorchester, tous les lots convenables à la culture.

7. De plus j'ai fait voir que messieurs les marchands de bois n'avaient point de *droits acquis* par l'abolition des réserves forestières de 1883 et 1884, pour la bonne raison que ces réserves n'ont point été faites pour le bénéfice des marchands de bois, mais bien pour protéger le Trésor Public en facilitant aux marchands de bois le moyen de faire une exploitation plus judicieuse de nos ressources forestières.

Ces réserves forestières ayant existé dans des territoires déjà sous licences depuis longtemps, et les marchands de bois n'ayant jamais payé au gouvernement un seul centin extra par considération de l'établissement de ces réserves, le gouvernement actuel pouvait les abolir sans être obligé d'indemniser les marchands de bois.

Ainsi je considère et je suis d'opinion que la réserve des 30 mois est un pur don que le gouvernement fait aux marchands de bois au grand détriment de la colonisation.

8. Enfin, j'ai également démontré que les \$200,000 que le gouvernement retire en plus, pour droits de coupe, par le maintien de la réserve des 30 mois, proviennent des bois de commerce qui se trouve sur les terres des colons.

C'est donc une perte sèche de \$200,000 pour les colons.

J'avais bien raison de dire que la loi nouvelle est de beaucoup plus mauvaise que l'ancienne pour les colons.

Encore un mot, et j'ai fini M. l'Orateur.

Je ne puis reprendre mon siège, sans dire un mot du

Fameux Cercle de Fer

dont on vous a tant parlé depuis trois ans, en cette Chambre, sur les Hustings, et dans la Presse.

Tout le Public se souvient encore, sans doute, que nos adversaires ont accusé le Gouvernement Conservateur

d'avoir placé autour des *réserves forestières* un cercle de fer, comme étant une barrière infranchissable pour les pauvres colons, qui avait voulu s'établir sur les Terres de la Couronne, et qu'ils criaient bien haut qu'il ne restait plus de terre pour la colonisation.

Cette accusation était des plus mensongère, puisque par les ordres en conseil établissant ces réserves forestières, dont j'ai déjà parlé plus haut, il est déclaré que pas moins de 60 cantons pouvaient être soustraits de la réserve forestière du territoire de St-Maurice ainsi que tous les lots trouvés propres à l'agriculture dans la réserve forestière des Cantons de l'Est.

A mon tour M. l'Orateur, je demanderai à mes honorables amis de l'autre côté : qu'avez-vous fait du cercle de fer en question ? l'avez-vous brisé et jeté bien loin, pour que les colons ne le voient plus, et n'en entendent plus parler ?

Oh ! non, ces Messieurs ne l'ont point anéanti, au contraire, ils l'ont bien conservé, et ils en ont fait un usage barbare et criminel par leur loi de 1888, et ses amendements, notamment par les réserves de 20 arpents au profit de la Couronne, et la réserve des trente mois au profit des marchands de bois.

Mes honorables amis de la droite étaient-ils véritablement sincères envers les colons, lorsqu'ils leur promettaient aussitôt arrivés au pouvoir, qu'ils feraient disparaître ce cercle de fer qu'il reprochaient au gouvernement conservateur d'avoir placé autour des réserves forestières pour empêcher les colons d'aller s'y établir.

Je vous le demande à vous Messieurs du gouvernement, et à vous leurs amis, étiez-vous sincères, lorsque vous promettiez au peuple ces choses-là ?

Oh ! non ! vous ne l'étiez pas, puisqu'il est constaté bien clairement que toute votre législation sur cette importante question des terres prouve tout le contraire.

Aussi, est-ce bien évident aujourd'hui, que cette figure du cercle de fer dans la bouche de nos adversaires, a été par eux, hypocritement exploitée pour des fins honteuses et méprisables.

M. l'Orateur, je disais il y a un instant, que le gouvernement actuel n'avait pas brisé le cercle de fer, qu'il avait ramassé et soigneusement conservé.

C'est l'Honorable Premier qui, en homme prudent et providentiel, s'est chargé de ce dépôt, prévoyant qu'il en aurait besoin pour bacler certaines transactions louches avec messieurs les marchands de bois, en rapport avec la réserve des trente mois.

Aussi, un jour, jour néfaste pour les colons le gouvernement *prétendu national*, faisait adopter par le Conseil Législatif cette fameuse clause de la réserve de trente mois.

Ce jour-là, M. l'Orateur, ce grand CERCLE DE FER, qui renfermait toutes les terres de la province de Québec, d'après les déclarations mensongères de nos adversaires, fut converti en autant de petits cercles de fer qu'il y eût de colons d'établis sous la loi nouvelle.

En effet, depuis la passation de cette malheureuse loi, lorsque le colon se présente au bureau de mon honorable ami, le commissaire des terres, ou de ses agents, pour acheter une terre, on la lui vend, et on lui passe autour du cou un de ces petits cercles de fer, sur lequel on a fait graver ces quatre mots

Réserve de 30 mois

pour lui rappeler qu'il n'est point maître de disposer de son bois de commerce, lequel a été réservé par le gouvernement en faveur du marchand de bois, qui a seul le droit de le piller pendant l'espace de 30 mois à compter de la date du billet de location.

Pauvre colon ! que tu es à plaindre aujourd'hui avec une semblable loi !

Cette chaîne ou cercle de fer que le gouvernement tyrannique du jour vient de placer autour du cou du colon, indiquera à l'avenir aux marchands de bois quels sont les colons qui d'après la nouvelle loi n'ont point le droit de prendre le bois marchand sur leurs lots, si ce n'est dans leur défrichement et sur les 10 acres qu'ils leur sont réservés : c'est faire au colon une position bien triste et bien pénible. Vraiment c'est quelque chose de révoltant.

L'incendie qui consume les bâtisses des colons, les feux des bois qui dévastent sa forêt, sont des choses bien affli-

geantes pour lui, mais je considère que c'est peu de chose, comparé à la position que lui fait la réserve de trente mois pour la bonne raison que dans le premier cas, ses voisins pourront l'aider à se rebâtir, et que le feu des bois épargne, toujours ça et là quelques arbres ; mais lorsque le marchand de bois aura fait enlever tout le bois de commerce, il ne trouvera personne pour remplacer ces beaux et gros pins, ces longues et belles épinettes dont il aurait pu faire un si bon usage pendant les 10 à 15 années de son défrichement.

Au nom de l'honneur, au nom de la cause sacrée, de la colonisation, au nom, enfin, de tout ce qu'il y a de plus cher et pour vous et vos familles, je vous demande, vous anciens et nouveaux colons, de vous lever comme un seul homme, et de nous aider à chasser du pouvoir, aux prochaines élections, ces hommes qui vous ont criminellement trompés, en vous promettant en 1886 de vous donner plus de protection que vous en aviez par l'ancienne loi, et qui une foi arrivés au pouvoir, pour de l'or et de l'argent vous ont *délibérément* livrés aux marchands de bois par la réserve de trente mois.

Oui, braves et courageux colons aidez-nous, à nous débarrasser le plus tôt possible de ces gaspillards, de ces hommes qui pour s'enrichir eux-mêmes et satisfaire les appétits désordonnés de leurs créatures profanent et compromettent toutes les causes les plus saintes en permettant à leurs amis spéculateurs, *et ils sont nombreux*, de faire des saignées et des trouées non seulement dans le trésor Public, mais jusque sur le domaine de nos plus belles ressources tant minières que forestières, pour y soustraire les meilleurs valeurs, et les distribuer ensuite à droite et à gauche aux favoris du pouvoir, conduisant et menant par là à l'abime notre chère Province, elle si prospère, si paisible et si heureuse, il n'y a pas encore longtemps.

Avant de reprendre mon siège, M. l'Orateur, je déclare que l'honorable M. Duhamel ayant proposé que le bill (No 17) appliquant la loi relativement à la coupe du bois marchand dans certains cas, soit maintenant lu la seconde fois, j'ai l'honneur de proposer comme amendement, que

tous les mots après " que " dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

Attendu que les membres composant le gouvernement actuel, ont accusé, aux élections de 1886, les gouvernements conservateurs d'avoir toujours favorisés les marchands de bois, au détriment de la colonisation en général et du colon en particulier ;

Attendu qu'ils ont promis à l'électorat d'amender les lois existantes sur les terres de la Couronne, de manière à protéger plus les colons qu'ils ne l'avaient été sous l'ancienne loi ;

Attendu que la nouvelle loi qu'ils ont fait passer en 1888, et renouvelée en 1889, au lieu de satisfaire les colons, a suscité un mécontentement général dans tout le public, à cause surtout de la réserve des trente mois, accordée aux porteurs de limites forestières, à dater de l'émission du billet de location, donnant, par là, aux marchands de bois, pendant l'espace de trente mois, le droit de couper tous les bois marchands, sur tous les lots ainsi vendus, sauf sur dix acres et la partie que le colon est occupé à défricher :

Attendu qu'il est de la plus grande importance de conserver nos richesses forestières, et d'en permettre une exploitation judicieuse ;

Attendu que la politique du gouvernement sur cette question importante, de même que sur celle du colon, n'offre rien de certain ni de rationnel, mais au contraire en est une de tâtonnement, d'incertitude et d'expédients de plus en plus malheureux, ce qui nuit considérablement à l'intérêt public ;

Attendu que le gouvernement conserve la dite réserve des trente mois pour tous les territoires du domaine public qui se trouvaient sous réserve par les ordres en conseil de 1883-1884 ;

Qu'il soit résolu : Que cette Chambre regrette que le gouvernement, au lieu de travailler à concilier les véritables intérêts du colon, du marchand de bois et du trésor public, persiste à maintenir la réserve des trente mois dans la plus grande partie de la province ;

ABOLITION
SANS-DOUTE

Cette motion en amendement étant mise aux voix, est rejetée sur la division suivante :

POUR.—MM. Baldwin, Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, England, Faucher de St-Maurice, Flynn, Hall, Lapointe, LeBlanc, Martin, McIntosh, Nantel, Owens, Picard, Poupore, Spencer et Tourigny.—20.

CONTRE.—MM. Basinet, Bisson, Bourbonnais, Boyer, Cameron, Cardin, David, Déchène (l'Islet), de Grosbois, Dostaler, Dumais, Duhamel, Gagnon, Gladu, Lafontaine, Laliberté, Lemieux, Legris, Lussier, McShane, Mercier, Morin, Pelletier, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Shehyu, Tessier (Portneuf), Tessier (Rimouski), Trudel et Turcotte.—32.

31 OCT 1915
10 PM 15-71102